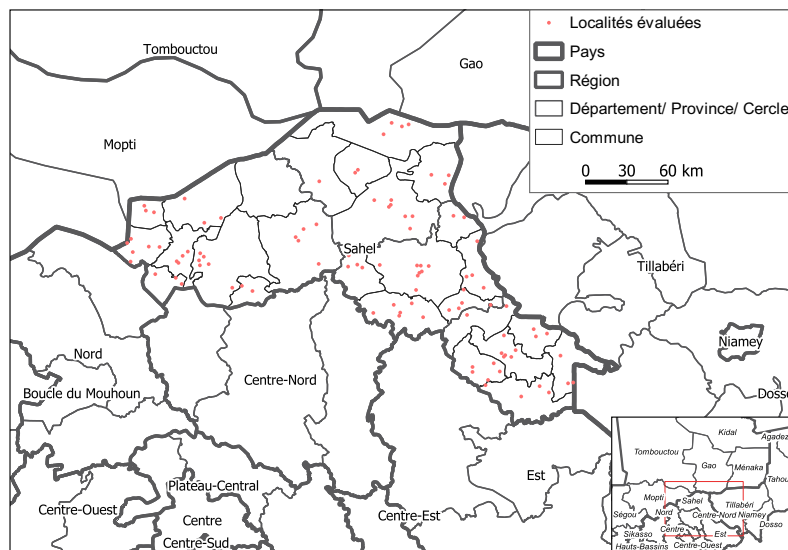


Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Sahel

Couverture géographique

Localités évaluées par province dans la région du Sahel



Communes couvertes par province

- Province de l'Oudalan** | Communes de Deou, Gorom-Gorom, Markoye, Oursi, Tin-Akoff
Province du Soum | Communes de Arbinda, Baraboule, Diguel, Djibo, Kelbo, Koutougou, Nassoumbou, Pobe Mengao, Tongomayel
Province du Yagha | Communes de Boundore, Mansila, Sebba, Solhan, Tankougounadie, Titabe
Province du Seno | Communes de Bani, Dori, Falagountou, Gorgadji, Sampelga, Seytenga

Couverture de l'évaluation

- 111** IC interviewés
 - 77 ont visité les localités au cours des 30 jours avant l'évaluation
 - 34 ont été en contact (en personne / par téléphone) avec une personne de la localité au cours 30 jours avant l'évaluation
- 111** Localités évaluées
- 25/26** Communes évaluées avec 5% de couverture ou plus
- 4 / 4** Provinces évaluées avec 5% de couverture ou plus

Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et à des tensions entre les communautés, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement de 1 902 150 personnes (PDI) à l'intérieur du pays (Burkina Faso) à la date du 30 avril 2022¹.

REACH bénéficie du financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels, suite à une phase pilote au mois de novembre 2019. Cette fiche d'information présente les principaux résultats de ce suivi de la situation humanitaire dans la région du Sahel (Burkina Faso), au mois de mai 2022. Tous les produits d'information sont disponibles sur le site [Reach Resource Center](https://reachresourcecenter.org/).

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités (villages, hameaux de culture, chef lieu de communes, ...), à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois avant la collecte de données) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'Admin 3 (commune) ont été évaluées. L'atteinte du seuil de 5% au niveau Admin 2 (province) permettra la présentation des résultats pour cette zone.

Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 04 et le 19 mai 2022. Sauf indication contraire, tous les pourcentages représentent la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté cette réponse spécifique en se référant à la situation de la majorité de la population de la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données. En raison de cette méthodologie, les résultats, présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :	Oudalan	Soum	Yagha	Seno
La présence de groupes de population déplacée interne (PDI)	76%	83%	79%	87%
L'arrivée de nouvelles PDI au cours des 30 jours avant l'évaluation ²	23%	21%	11%	27%
L'arrivée de retournés au cours des 30 jours avant l'évaluation ²	0%	0%	0%	0%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	59%	80%	46%	47%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	12%	43%	4%	7%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services de santé ³	0%	20%	0%	0%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services nutritionnels ³	0%	37%	0%	0%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	71%	80%	75%	83%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI ⁴	15%	72%	32%	19%
Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche ³	100%	100%	92%	83%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	91%	83%	82%	63%

1. Conseil National de Secours, d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR). [Situation des personnes déplacées internes dans les communes](#), avril 2022.
 2. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.

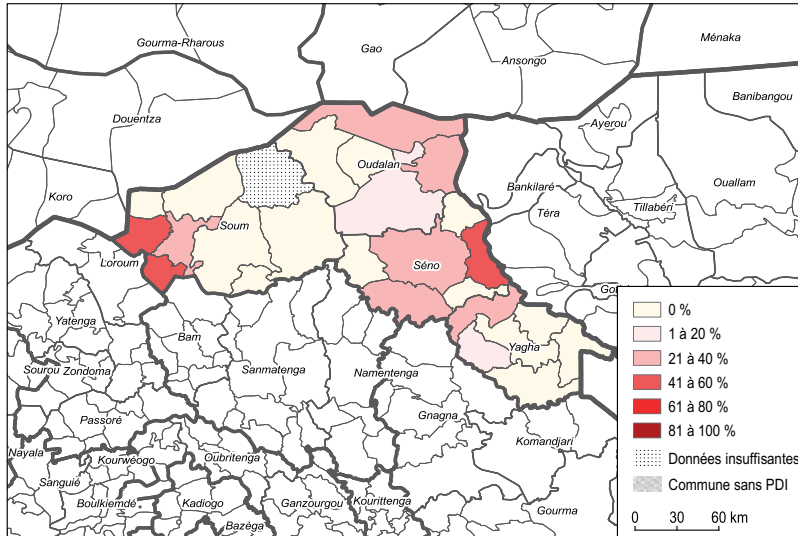
3. La définition de « à distance de marche » est laissée à la discrétion des IC.
 4. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Sahel

➔ Déplacements et mouvements de population

Proportion de localités évaluées où les IC signalaient une arrivée de personnes déplacées internes dans les 30 jours avant l'évaluation :



Top 3 des provinces ayant la plus forte proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI / retournés / réfugiés :

	PDI		Retournés		Réfugiés ⁵
1	Seno 87%	1	Soum 23%	1	Soum 6%
2	Soum 83%	2	Yagha 13%		
3	Yagha 79%	3	Oudalan 6%		

La présence des PDI a été rapportée dans plus de 82% des localités évaluées dans la région du Sahel. Selon le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), la région du Sahel était la deuxième région du Burkina Faso, après le Centre-Nord, à accueillir le plus grand nombre de PDI au 30 avril 2022 (574 096 personnes). Ainsi, elle accueillait 30,2% de l'ensemble des PDI du pays¹. La province du Soum, avec 494 544 PDI, était celle qui accueillait le plus de PDI. Par ailleurs, l'arrivée des PDI au cours du mois précédant la collecte de donnée a été rapportée dans 21% des localités évaluées, notamment dans les communes de Seytenga, Bani et Dori dans la province du Seno. Cependant, dans la majorité des localités évaluées (91%) les IC ont rapporté que la proportion des PDI dans la population actuelle était moins de la moitié. De plus, la quasi-totalité des PDI sont originaires de leur province d'accueil, sauf dans le Seno, où les IC ont rapporté la présence de PDI venant du Yagha. Les principaux facteurs déclencheurs des déplacements demeuraient les violences dans les localités d'origine (80% des localités évaluées) et le déplacement préventif (17%). Tout comme au mois de mai 2022, la présence des réfugiés n'était rapportée que dans les localités du Soum, et la principale raison de leur présence était liée à la violence dans leurs pays d'origine.

Facteurs principaux déclenchant les déplacements de PDI (% de localités évaluées dans la région du Sahel)² :

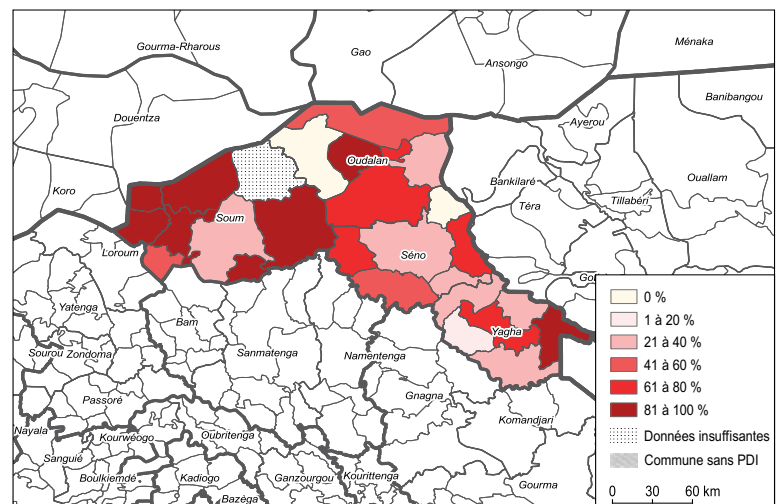
Violence dans la localité d'origine	80%	
Déplacement préventif	17%	

La présence de population des retournés a été rapportée dans 11% des localités évaluées dans la région du Sahel. Ces populations retournées représentaient moins de la moitié de la population actuelle dans 92% des localités évaluées. La présence de ce groupe de population était davantage rapportée dans la province du Yagha, notamment dans les communes de Boundore et Solhan.

🍷 Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Selon les IC, la majeure partie de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture dans les 30 jours précédant la collecte de données dans plus de 59% des localités évaluées. Cette situation était confirmée par les résultats d'analyse du dernier Cadre Harmonisé, selon lesquels, la région du Sahel abritait plus de 530 000 personnes qui avaient urgemment besoin d'assistance alimentaire⁶. Dans les localités évaluées, la dégradation de la situation alimentaire était expliquée principalement par l'épuisement des stocks des ménages (83% des localités évaluées) et l'augmentation des prix ou le manque d'argent (83%)⁷. Ainsi, selon la FAO, le prix du mil et du sorgho ont augmenté de plus de 60% en glissement annuel⁸. Par ailleurs, d'après les IC, dans 81% des localités évaluées, la principale source de nourriture était l'achat des vivres. En outre dans 18% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels à cause de l'insécurité (95%). Les activités de subsistance les plus perturbées étaient l'élevage de bétail (75% des localités évaluées), le commerce (65%) et l'orpaillage (65%)⁷.

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population :



% de localités évaluées par province où les IC ont rapporté l'absence de marchés fonctionnels à distance de marche, et principale raison⁹ :

Région du Sahel	6%	Le marché était fermé par les autorités
Soum	11%	Le marché était fermé par les autorités
Yagha	4%	L'insécurité
Seno	3%	Jamais eu de marché à distance de marche

% de localités évaluées dans le Sahel où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance habituels :



5. Aucun IC n'a signalé la présence de réfugiés dans les localités enquêtées des provinces du Seno, du Yagha et de l'Oudalan.

6. Cadre Harmonisé, [Fiche de communication](#), mars 2022.

7. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

8. FAO, [SMIAR Alerte Spéciale](#), mai 2022.

9. La définition de « distance de marche » et de « fonctionnel » est laissée à la discrétion des IC.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Sahel

Santé et Nutrition

% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche, et principale raison de contrainte d'accès^{7,8}:

Région du Sahel	7%	■	Les infrastructures sont fermées à cause de l'insécurité
Soum	20%	■	Les infrastructures sont fermées à cause de l'insécurité

Le secteur sanitaire reste fortement impacté par la crise sécuritaire qui s'est intensifiée avec 64% des formations sanitaires fermées en mars 2022, selon le cluster santé¹⁰. En effet, dans 7% des localités évaluées, les IC ont rapporté l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche. A l'instar de plusieurs secteurs humanitaires, au mois de mai, la province du Soum était celle où la situation était la plus problématique, où l'absence de services de santé était rapportée dans 33% des localités évaluées. Même si cette situation semble s'améliorer comparativement au mois de mars, elle est fortement liée au caractère volatile de la situation sécuritaire. L'absence de programmes nutritionnels, aussi augmente la vulnérabilité alimentaire des populations, a été rapportée dans 12% des localités évaluées, notamment dans le Soum (31%), principalement dans les communes de Baraboule, Pobe-Mengao et Diguel.

Abris et biens non-alimentaires (BNA)

% de localités évaluées ayant rapporté la présence de PDI où la majorité d'entre eux ne vivaient pas dans des conditions adéquates de logement (top 3 des provinces)¹¹:

Région du Sahel	39%	■
Soum	72%	■
Yagha	32%	■
Seno	19%	■

Les données de mai 2022 soulignent des problématiques en termes d'abris dans la région du Sahel. En effet, dans 39% des localités évaluées, les IC ont rapporté que les PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates, notamment dans le Soum et le Yagha. Le manque d'espace fermé assez grand pour tous les habitants pour garantir des conditions d'intimité et de protection était la principale raison de l'inadéquation des conditions d'abris dans la majorité des localités évaluées (79%) selon les IC. Les deux principales modalités d'installation des PDI étaient l'accueil gratuit au sein de ménages (56% des localités évaluées) et l'occupation sans aucun type d'accord (9% des localités évaluées), selon les IC. D'après ces derniers, la population locale disposait d'abris permanents dans toutes les localités évaluées, tandis que les PDI ne bénéficiaient de ce type d'abris que dans 53% des localités évaluées. Des destructions d'abris ont été rapportées dans 21% des localités évaluées.

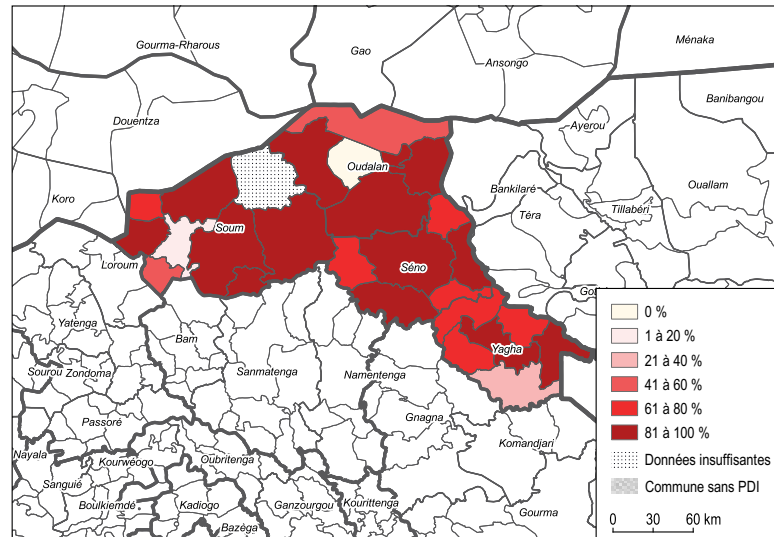
Top 3 des raisons pour lesquelles la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates (% de localités évaluées)¹²:

- 1 Manque d'espace fermé garantissant intimité et protection 79%
- 2 Abris non adapté au climat 9%
- 3 Quartier ou aire non sécurisé 6%

Des besoins en bien non alimentaires (BNA) dans les 30 jours précédant la collecte de données de mai étaient exprimés dans 65% des localités évaluées, selon les IC. Ces derniers rapportaient un besoin en articles de couchage (47% des localités évaluées), en articles de cuisine (36%) et en moustiquaires (28%). Les besoins en articles de couchage ont été plus rapporté dans les provinces du Soum et de l'Oudalan.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à l'eau pour couvrir les besoins des ménages :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population se lave les mains sans savon ou cendre:

Région du Sahel	75%	■
Soum	91%	■
Oudalan	76%	■
Seno	67%	■
Yagha	58%	■

Les IC rapportaient que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour satisfaire les besoins de leur ménage dans près de 78% des localités évaluées. Cette difficulté d'accès à l'eau était plus critique dans le Seno, le Soum et le Oudalan. L'insécurité a été rapportée comme une entrave à l'accès d'eau dans 27% des localités évaluées, notamment dans le Soum, selon les IC. En effet, selon le cluster WASH, les attaques contre les points d'eau se sont multipliées depuis le début de l'année 2022. A titre d'exemple, en début de l'année 2022, il dénombrait 32 points d'eau vandalisés contre 8 cas en 2021 et seulement 2 cas en 2020 sur l'ensemble du pays¹³. Cette situation serait de nature à impacter négativement l'accès à l'eau dans les zones à forts défis sécuritaires comme le Sahel. La principale source d'eau de la région était le forage dans 86% des localités évaluées, selon les IC. Dans 6% des localités évaluées, le temps requis pour rejoindre la source d'eau, attendre, collecter l'eau, et en revenir était plus d'une demi-journée. Dans le secteur de l'assainissement, les IC ont rapporté que dans 42% des localités évaluées, la majorité des populations pratiquait la défécation à l'air libre, notamment dans le Soum et le Yagha. De plus, les IC ont rapporté que le lavage des mains se faisait sans savon ni cendre dans 74% des localités évaluées.

% de localités évaluées où la majorité de la population n'utilisait pas de latrines:

Région du Sahel	47%	■
Soum	67%	■
Yagha	44%	■
Seno	39%	■
Oudalan	35%	■

conditions adéquates.

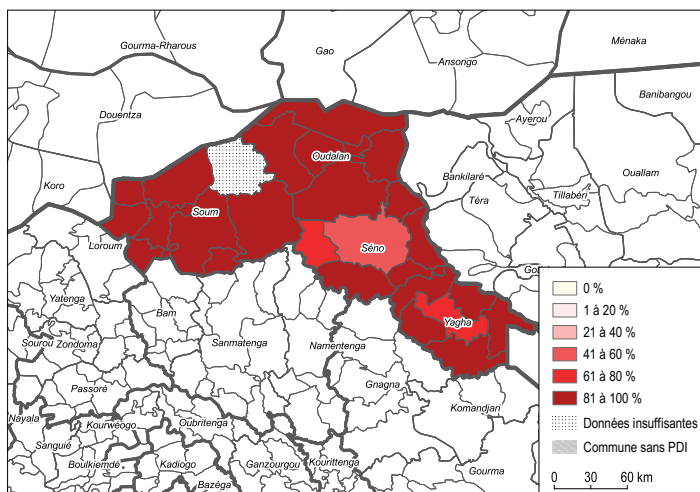
13. WASH Cluster, [alerte sur l'intensification des attaques aux points d'eau et tensions autour des points d'eau](#) au Burkina Faso, Avril 2022.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Sahel

Education

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours des 30 jours avant l'évaluation:



La région du Sahel n'a enregistré aucune fermeture d'établissements scolaire en mai 2022¹⁴. Cependant, les IC ont rapporté que dans 93% des localités évaluées, la majeure partie de la population n'avait pas accès à des services éducatifs à distance de marche ce qui montre une dégradation par rapport au mois de mars. Cette situation a été signalée dans l'ensemble des localités évaluées dans les provinces du Soum et d'Oudalan, selon les IC. Les principales causes de l'indisponibilité des services d'éducation étaient, entre autres, l'absence d'enseignants dans la zone (62% des localités évaluées) dues à l'insécurité et la fermeture des infrastructures éducatives sur décisions des autorités (23%)¹⁵.

Principales raisons du manque d'accès à l'éducation (% de localités évaluées)¹⁶

- 1 Absence d'enseignants dans la zone **62%**
- 2 Les infrastructures sont fermées sur décision des autorités **23%**
- 3 Les infrastructures scolaires sont détruites (attaques, intempéries) **8%**

Communication

% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable n'existait pas (top 3 des provinces) :

Région du Sahel	62%	
Yagha	83%	
Oudalan	65%	
Soum	60%	

Dans de nombreuses localités du Sahel, la population avait des difficultés pour accéder à certaines informations. En effet, dans 39% des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à l'information sur l'aide humanitaire disponible. Alors que les types d'informations qui auraient été les plus utiles à la population étaient les informations sur le contexte sécuritaire (89% des localités évaluées) et celles sur l'accès à l'assistance humanitaire (9%), selon les IC. La radio a été rapportée comme l'une des principales sources d'information dans 52% des localités évaluées, selon les IC. Ainsi, les journalistes se retrouvent être les principaux pourvoyeurs de l'information dans 45% des localités évaluées notamment dans le Yagha (58% des localités évaluées) et le Seno (53%)¹⁵, selon les IC.

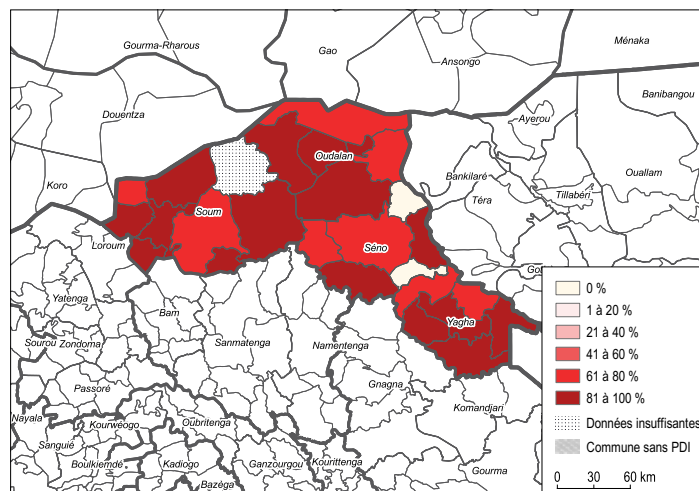
¹⁴. Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN), Rapport statistique mensuel de données d'Éducation en Situation d'Urgence, mai 2022

¹⁵. Les IC ne pouvaient sélectionner qu'une seule option.

¹⁶. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé la non fonctionnalité des écoles sur la période.

Protection

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité:



Principales inquiétudes en matière de protection (% de localités)^{17 18}:

Violence par un groupe armé	84%	
Restriction de mouvement	47%	
Criminalité	45%	
Vol de bétail	36%	

Selon les IC, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité dans 80% des localités évaluées dans la région du Sahel. Ce sentiment d'insécurité était particulièrement présent dans les provinces du Soum, du Yagha et de l'Oudalan. Les principales préoccupations des populations étaient la violence par un groupe armé (84% des localités évaluées), les restrictions de mouvement (47%) la criminalité (45%) et le vol de bétail (33%)¹⁷. Malgré ce sentiment d'insécurité, les relations entre les populations déplacées et non déplacées étaient décrites comme bonnes dans plus de 78% des localités évaluées. Par ailleurs, le manque de services de protection était rapporté dans 46% des localités évaluées, notamment dans la province du Soum, précisément dans les communes de Nassoumbou, Tongomayel, Baraboule et Diguel.

Redevabilité aux populations affectées

% des localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire :

Région du Sahel	24%	
Seno	33%	
Oudalan	24%	
Yagha	21%	
Soum	17%	

Top 3 des secteurs d'intervention humanitaire mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées)¹⁹ :

- 1 Sécurité alimentaire **94%**
- 2 Eau, Hygiène et Assainissement **70%**
- 3 Protection **36%**

¹⁷. Les IC étaient libres de sélectionner plusieurs options.

¹⁸. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé avoir signalé des inquiétudes en matière de protection

¹⁹. Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois options.